



jj.faiiler@gmail.com

## Contribution de Jean-Yves FAILLER

### Imaginer une coalition territoriale à l'échelle du bassin de vie

En trois décennies la métropole nantaise a été métamorphosée.

Fruit d'un effort collectif, cette métamorphose a élargi le périmètre d'influence de Nantes Métropole au-delà de ses frontières administratives et étendu son rayonnement dans un contexte de concurrence très vive entre métropoles nationales et européennes.

Forte de ses atouts et de son attractivité, Nantes Métropole a des ambitions légitimes à l'international qu'elle ne peut pas satisfaire en étant déconnectée des collectivités voisines et des acteurs riverains de la Loire et de son estuaire.

Nantes Métropole, qui concentre "des richesses, des activités, de la créativité, n'est cependant pas une île isolée, sans lien avec son environnement, sans interaction avec lui, sans complémentarité, sans réciprocité avec cet environnement", notait récemment Johanna Rolland <sup>1</sup>.

Elle ajoutait en substance que la métropole nantaise est intégrée à un territoire "mêlé" dont les instances qui le gouvernent "déploient des politiques publiques parfois les unes à côté des autres, parfois même les unes contre les autres. C'est pour cela, qu'au delà de la question de la cohérence des territoires, se pose celle de leur alliance. Il faut passer à des territoires qui font ensemble. Cette logique je crois, correspondant à ce que vivent les concitoyens et qu'à cet égard il est urgent de cesser de découper les territoires urbains, périurbains, ruraux. Habitants, richesses, idées circulent de l'un à l'autre avec inventivité, avec créativité. Nos réponses institutionnelles doivent être en phase avec ce mouvement, sans perdre évidemment notre singularité, sans confondre mouvement et agitation".

Afin de répondre à cette nécessité de "faire ensemble" au bénéfice des territoires et des habitants dans un espace géographique qui englobe les littoraux de Loire-Atlantique et de Vendée, les rives nord et sud de la Loire et de l'estuaire, des terres de Maine et Loire, le moment est venu de bâtir une "coalition territoriale".

---

<sup>1</sup> Discours de Mme Johanna Rolland, Présidente de Nantes Métropole, devant l'Assemblée des communautés de France, 5 octobre 2017

Une coalition des collectivités et des énergies qui proposerait un grand projet global de développement et de société ainsi qu'une feuille de route fondée sur l'alliance des réseaux d'acteurs, citoyens-usagers inclus, dans une logique de gagnant-gagnant.

La construction de cette coalition est une "utopie réaliste" si ce projet porte sur des thèmes et des réflexions concrètes à diagnostiquer, si la feuille de route à produire fourmille de solutions pragmatiques et innovantes.

Parce que les acquis, les habitudes, les pratiques sont ce qu'il y a de plus long et compliqué à faire bouger, cette "coalition territoriale", son projet et sa feuille de route doivent d'abord se fabriquer à partir de ce qui fait consensus et de besoins à satisfaire ou objectifs partagés à atteindre. Elle doit associer tous les acteurs aux choix des priorités, à la conception des dispositifs et des services à rendre, voire à la co-gestion de certaines activités.

La multiplicité des acteurs à réunir et des intérêts à prendre en compte pour passer des paroles aux actes devrait conduire les élus(es) politiques, porteurs de la démarche, à installer et structurer un "living lab" territorial espace de rencontres, d'échanges, de travail et de co-création ouvert aux acteurs concernés et dans lequel l'utilisateur est associé d'emblée.

La création de cette coalition, dont Nantes Métropole est le cœur, doit répondre au but ultime de toute action publique : produire un bénéfice pour le territoire et les citoyens.

Concernant le territoire, personne ne doute que l'alliance, la conjugaison des attraits, des atouts, des intelligences, des compétences, des singularités caractérisant cette coalition est indispensable à la stratégie de différenciation permettant de se distinguer dans la mondialisation et donc d'attirer toujours plus de talents et d'activités.

Cette coalition doit aussi bénéficier aux citoyens. La déclinaison opérationnelle du projet doit améliorer les composantes du cadre de vie (environnement, formation, santé, loisirs, culture, mobilité). Elle doit protéger des inégalités et des accidents de la vie par la mise en oeuvre de solidarités utiles au quotidien privé et professionnel, mieux assurer le citoyen-habitant, l'aider à mieux résister dans un contexte économique et social difficile.

La coalition doit donc reposer sur un pilier social et sociétal, mais pas seulement.

Le second est le pilier politique. Le projet et le programme de la coalition doivent décliner la vision d'un territoire pluriel, uni dans le respect de la singularité de ses composantes. Une vision placée au-dessus du "chacun son territoire et ses électeurs", au-dessus des intérêts particuliers, des divergences politiques. Il est de la responsabilité des parties prenantes qui n'ont guère d'autres choix, de ne pas laisser les antagonismes ou divisions porter atteinte à l'idée de la nécessité d'un développement partagé, solidaire.

Le troisième pilier indispensable à cette coalition est le récit à partager. Pour "faire communauté" dans cet univers de mobilité débridée, pour embarquer les citoyens dans ce mouvement du développement à l'échelle du territoire vécu, il faut s'appuyer sur un imaginaire et un récit collectifs. Un récit réceptacle de la mise en commun des caractéristiques, des complémentarités, des interdépendances qui nous arriment à une communauté de destin soudée par la réciprocité, la solidarité, l'égalité entre les membres, la recherche d'une croissance raisonnable.

Quatrième pilier, le pilier démocratique. Les élus(es), qui porteront la responsabilité de coaliser, doivent choisir le renouveau dans les méthodes et les pratiques en partageant le droit et la légitimité qu'ils ont à décider avec tous les acteurs. Dans cet exercice, animateurs autant qu'aménageurs, ils vont devoir amener chacun à accepter la remise en cause de modèles existants et faire partager les attentes et les contraintes des autres. À l'usager, il faudra faire accepter les exigences techniques et financières, aux experts celles des usagers et des financeurs... Ils devront cultiver l'art de la clarté, de la précision, bien définir l'esprit et les principes qui président aux nouveautés et changements souhaitables. Si la tactique peut être souple et adaptée, les principes doivent demeurer fixes. Dans la co-construction de la coalition, la présence des citoyens doit être actée au démarrage et leurs droits dans le processus fixés en partant du principe que leur participation ne se résume pas à un droit de représentation de l'habitant pour écouter et relever ses attentes mais leur donne une part du pouvoir de décision.

Il n'y a que le politique qui puisse fixer les orientations d'un futur désirable. Mais la mauvaise représentation des citoyens est une des causes des dysfonctionnements de notre démocratie. Avec eux, observer, répertorier, expérimenter autour des axes stratégiques porteurs de l'ambition politique et des besoins des habitants, c'est multiplier l'acceptabilité d'une telle démarche à une telle échelle de territoire. Acceptabilité qui sera renforcée si l'information utile donnée aux acteurs est rigoureuse, complète, rassemblée et non morcelée parce que transmise par des émetteurs différents sur un même thème ; si la complexité des problèmes n'est pas démultipliée par des considérations juridiques, administratives ou autres qui n'ont d'autre but que de faire quantité plutôt que qualité.

Imaginer "une coalition territoriale" dotée d'un projet de développement et de transformation pour booster le développement, stimuler l'émergence de talents et d'activités, ne pas rétrécir son univers aux frontières administratives a un corollaire : proposer et mettre en œuvre, sur les "territoires coalisés", une politique de proximité de services et de contacts adaptée à chaque secteur géographique.

Jean Jaurès défendait une règle à garder à l'esprit : "La morne résignation qui empêche tout effort est une grande cause de faiblesse pour la démocratie".